

La Somalie entre Etat et non-Etat

Roland Marchal

Centre Recherches Internationales, Paris

Depuis 10 ans, la Somalie vit sans Etat. Cette affirmation se trouve de façon récurrente dans toutes les publications sur la Somalie, qu'elles soient le fait de journalistes ou de chercheurs. Cet unanimité fait penser à une autre affirmation, qui a eu la même prégnance pendant les années 1970 et 1980: les Somalis constituent une seule nation, dotée d'une seule langue et d'une seule religion. Pourtant, les formes de la guerre civile ont incité à considérablement nuancer ce propos, à en moduler profondément le sens et également à s'interroger sur la myopie des observateurs - journalistes et chercheurs souvent d'une très grande compétence - à ignorer les différences extrêmement fortes des stratifications sociales, régionales et pas seulement claniques, que la guerre civile a révélées.

Aussi, avant de s'interroger sur le type d'Etat qui pourrait remplir le vide actuel, faut-il s'interroger sur plusieurs dimensions de la réalité actuelle. Tout d'abord, comment se fait-il qu'il ait été possible à une population de survivre ainsi pendant une telle durée sans qu'une solution ne s'impose. Ensuite, pourquoi l'absence d'Etat n'a pas été ressenti comme un manque absolu : serait-ce à dire par exemple que l'Etat n'est peut-être pas le plus nécessaire ou que l'expérience concrète de l'Etat faite par les Somaliens les invitent à ne pas se presser trop uniment pour le recouvrer? Enfin, il faut noter que cette absence a été malgré tout paradoxale: il n'y a pas d'administration, pas de biens publics mais une pléthore de groupes ont voulu, à un moment ou à un autre, se prévaloir du titre de gouvernement, sans jamais cependant parvenir au terme de cette démarche et gagner au niveau interne un minimum de légitimité, quand bien même internationalement ils ont été validés, certes avec des hésitations et beaucoup d'ambiguïtés.

Pour autant, l'auteur de ces lignes reste profondément convaincu que la population somalienne aspire à un Etat, que les germes de celui-

ci existent ou ont existé à certains moments de la guerre civile, notamment au Somaliland, de façon plus discutable au Puntland. Cependant, les fonctions de cet État n'ont jamais été énoncées et socialement discutées d'une façon qui puisse à la fois servir pour poser les bases d'une nouvelle citoyenneté, d'un contrat social et fournir les services jugés indispensables pour un pays qui ne peut plus vivre simplement comme par le passé d'une rente géostratégique, i.e. d'une aide internationale massive comme cela fut le cas durant les 30 premières années de l'indépendance. C'est sur ce point que portera la conclusion de cette très brève réflexion.

Une société par-delà l'Etat?

Lorsque Mohamed Sahnoun, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, arriva en Somalie au printemps 1992, la situation humanitaire était catastrophique, Bay et Bakool étaient déjà des mouiroirs et pourtant les marchés de Mogadiscio étaient bien achalandés: tous les produits alimentaires étaient disponibles, pas seulement l'aide humanitaire pillée par les factions. Trois ans plus tard, lorsque l'opération des Nations unies a pris fin, il y avait également un consensus extrêmement fort de la plupart de ses responsables que la situation allait se détériorer très rapidement et qu'une crise humanitaire de grande ampleur allait rapidement se produire.

De fait, rien de tel ne se produisit. Non que la Somalie respire la prospérité aujourd'hui mais le cours de l'histoire a été relativement différent et a donné à voir des aspects paradoxaux d'un mode de développement sans Etat, certes avec un coût social important et avec des crises humanitaires à répétition mais toujours contenues par une aide internationale devenue parcimonieuse, mais surtout par une mobilisation des Somaliens, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales.

En effet, on peut dresser très rapidement un tableau de la situation, tant au niveau économique que social, qui explique pourquoi la surprise de Shanoun aurait pu être relativisée, comme les prévisions catastrophistes des responsables onusiens.

La guerre civile est trop souvent perçue uniquement comme une production du chaos et de la destruction. Elle l'est bien sûr, mais elle fonctionne aussi comme un univers où de nouvelles règles se mettent

en place, où des transformations économiques prennent corps, où des dynamiques anciennes mineures deviennent principales. La guerre crée également de nouvelles opportunités comme par exemple un développement inégalé de l'économie de la protection, ou la formation d'une diaspora importante dont le poids économique peut devenir un facteur essentiel de la survie d'une partie de la population, voire aussi des groupes politico-militaires qui entendent la représenter.

Trois grands secteurs économiques existent aujourd'hui en Somalie. D'abord, le commerce des ovins et des camélidés. Sans doute, depuis 1998⁽¹⁾, on mesure mieux la faiblesse de ce secteur mais ce dernier reste jusqu'à aujourd'hui celui qui mobilise le plus grand nombre de services à l'intérieur du pays et génère également une bonne partie des importations. Cette activité, on le sait, est principalement dirigée vers l'Arabie saoudite et, depuis 1998, de façon plus conséquente encore que mineure vers le Yémen et les Emirats arabes unis. L'absence d'Etat n'a eu qu'une influence très relative sur ce secteur économique car il fonctionnait au niveau interne déjà avec une très grande autonomie (mais avec des facilitations bancaires qui ont certes disparu) et, surtout, l'accès aux marchés d'exportation n'a jamais été encadré de façon très stricte au niveau réglementaire. Le port de Jezza, en Arabie saoudite, jouit en effet d'un statut assez particulier proche de l'informalité. La même remarque peut s'appliquer au port d'al Mukha au Yémen, où les contrôles sont symboliques dès lors que des pots de vin sont versés aux officiels des douanes. Pour Dubaï, la situation est plus délicate mais comme on l'évoquera plus avant, les règles sont également relativement souples, même si elles sont appliquées avec plus de rigueur.

Ce qu'on peut même noter c'est, grâce à la guerre, une certaine diversification des ports de chargement, non plus seulement Mogadiscio et surtout Berbera, mais aussi Bosaso et d'autres petits ports utilisés de façon plus irrégulière. Ce secteur n'a pas non plus trop souffert de la situation interne somalienne pour plusieurs raisons. D'une part, le fait qu'il bénéficie à de larges groupes qui ont un intérêt vital à sa continuation: non seulement les pasteurs, mais aussi les transporteurs et leurs escortes, les commerçants de produits

(1) C'est en 1998 qu'est prise la première fois par l'Arabie saoudite la décision d'interdire les importations d'ovins et de camélidés originaires de la Corne de l'Afrique à cause de la Rift Valley fever.

alimentaires qui servent souvent de détaillants pour les importateurs qui sont liés à ce commerce. D'autre part, l'absence de facilités bancaires qui étaient un élément important de ce négoce jusqu'à la guerre civile a été palliée de plusieurs manières. D'abord, on a assisté à une multiplication des exportateurs, la plupart mineurs subissant l'oligopole d'une poignée de grands opérateurs. Ensuite, une différenciation interne du marché, avec une reprise certes tardive mais significative des exportations de viande fraîche (avec donc des problèmes réels liés à la qualité de ce produit, quelquefois surmontés, souvent non). Enfin, par l'arrivée sur le marché, souvent indirectement, de capitaux frais notamment d'origine djiboutienne qui ont permis aux plus grands commerçants de réduire les risques ou de faire des économies d'échelle significative.

La Somalie sert aujourd'hui de port franc pour tous les pays de la région. Depuis le 11 septembre, on met certes plus l'accent sur le fait qu'hommes et biens de toute origine peuvent entrer en Somalie, notamment les fondamentalistes, les armes ou les drogues. Cela est très certainement assuré mais ce n'est voir qu'une des fonctions - sans doute d'ailleurs la plus criminelle - que remplit aujourd'hui la Somalie. Pourtant, quiconque visite les marchés de Bakaraha à Mogadiscio, celui de Yerowe/Burao au Somaliland, les aéroports de Kalabaydh ou de Berbera peut constater l'ampleur des flux commerciaux vers le Kenya et l'Éthiopie, dans une légalité qui est certes approximative mais n'est pas dénuée toujours de fondement.

L'auteur renvoie ici à un de ses textes sur l'émergence de cette nouvelle classe commerçante somalienne⁽²⁾ et n'abordera pas ici la description finalement assez typée de ces bourgeoisies à la fois ancrées dans des terroirs régionaux spécifiques (elles n'ont pas les mêmes origines au Somaliland, au Puntland, ou à Mogadiscio et ne sont que marginalement l'héritage de l'ancienne classe d'affaires de la période de Siyad Barre) et en même temps très internationalisées car pouvant survivre et prospérer grâce à des réseaux qui sont de plein pied à Dubaï, au Yémen (Taïf, Aden, Sana'a) ou en Arabie Saoudite (Jezzan, Jeddah).

Outre les possibles dérives criminelles de cette économie franche

(2) Roland MARCHAL, *The private sector: its role in governance*, Nairobi, 2000. Une version très abrégée a été publiée dans la nouvelle édition du *Somalia's Human Development Report*, Nairobi, Undp, 2001.

(trafic d'armes et de munitions vers l'Éthiopie, le Kenya et même le Nord-Ouganda, trafic de drogues importées souvent du Yémen mais aussi de manière croissante produites localement), il faut mentionner trois autres dimensions de cette activité qui sont à terme un problème.

D'abord, cette économie est rendue possible par son environnement régional, à la fois par l'existence de Dubaï, un émirat qui a mis en œuvre une stratégie commerciale originale qui sied tout à fait à la situation somalienne, comme elle l'a été pour la situation afghane pendant les mêmes années. La Somalie est le premier partenaire africain de Dubaï, suivant les années, quelquefois même avant l'Afrique du sud! Un autre élément important est que cette expansion du secteur commercial somalien est aussi liée à une expansion réelle et, à terme, problématique de l'informalisation des économies de ses voisins. Cela n'est pas le meilleur signe de santé de leur économie!

Ensuite, contrairement à un lieu commun, il est inexact de penser que cela traduit un talent particulier très fort des Somaliens. En fait, ce qu'on constate souvent au-delà de la permanence des grands opérateurs, c'est au contraire une déperdition forte des petits capitaux individuels. Pour être bref, les réseaux perdurent mais leurs membres changent car beaucoup sont ruinés par des choix commerciaux douteux, des risques trop grands. Cela est un problème car de nombreux petits commerçants sont aussi souvent des anciens miliciens qui se sont spontanément réinsérés dans des activités autrement plus civiles. Face à l'endettement, la fuite et l'exil sont souvent la norme: ce qui est aussi une perte d'expériences pour les nouveaux venus.

Enfin, c'est un secteur qui n'est encadré par aucun instrument réglementaire. C'est un problème important qui a de nombreuses incidences, notamment sur la santé publique. Par exemple, les médicaments pour le bétail comme pour les êtres humains, sont souvent périmés, peuvent être vendus sans aucun contrôle (ainsi de ceux qui traitent la Tb aujourd'hui en massive recrudescence en Somalie et dans les pays voisins). Cet aspect est évidemment le double de celui qui concerne tous les produits d'exportation et produit des effets sociaux et économiques qui sont inquiétants. Penser que le marché fera la différence est une douce illusion à laquelle se heurtent depuis des années les vétérinaires somaliens et étrangers qui travaillent avec les pasteurs, ou les spécialistes de la santé qui n'ont pas abandonné toute déontologie.

Le troisième secteur, on excusera le terme qui recouvre des aspects souvent très différents et extrêmes de la souffrance humaine, est la constitution d'une diaspora qui se mobilise dans l'exil pour seconder les revenus de leurs parents restés au pays. On ne reviendra pas ici sur les flux financiers que cela représente, 150 millions de dollars, 300 millions, 500 millions ou même un milliard de dollars par an. Plusieurs enquêtes ont été faites, sans jamais pouvoir corroborer les mêmes estimations. Cependant, au-delà du débat absolument indispensable sur le montant de ces flux, il est difficile de nier l'importance sociale qu'ils ont prise pour la survie - et quelquefois même le relatif bien-être - d'une fraction significative de la population, sans doute évidemment plus en milieu urbain qu'en milieu rural. Cette économie suscite de nombreuses activités, à commencer bien sûr par le développement des sociétés de *xawalaad* (transfert)⁽³⁾, de services (notamment l'expansion des télécommunications), de la construction (voir le développement urbain de Borama, Hargeysa, Buroa, Bosaso, Galkayo, et même Mogadiscio depuis 1998) créatrices également de très nombreux postes de travail.

Même s'il est essentiel de souligner cette dimension, il faut aussi considérer d'autres aspects qui sont autrement plus négatifs. Pour mémoire, on voudrait en mentionner trois sans s'attarder outre mesure sur leurs incidences négatives. D'abord, l'*exit option*, largement pratiquée par les familles des responsables de faction, n'est pas un maître argument pour pousser à une normalisation intérieure qui suppose souvent de prendre des risques physiques. Une bonne partie, pour ne pas dire l'essentiel, des maigres classes moyennes des années 1980 se retrouve aujourd'hui à Londres, en Hollande, au Canada, en Australie et cela représente une perte importante pour un pays qui manque dramatiquement de cadres. Cet argument est valable pour d'autres pays, comme tant d'autres énoncés dans ce texte, mais à un degré de gravité autrement plus préoccupant. Ensuite, cette diaspora continue à suivre le déroulement de la vie politique en Somalie, joue souvent un rôle non négligeable dans l'information des diplomates des pays où ils résident et le fait avec un point de vue et un accès à l'information qui est souvent extrêmement biaisé. En mars 1992, l'auteur qui rentrait de Mogadiscio divisée entre Ali Mahdi et le

(3) Roland MARCHAL, *La Somalie, nouvelle cible de 'Justice illimitée'*, "Politique africaine", 84, décembre 2001.

général Aydiid, n'a cessé d'entendre les partisans de l'un ou de l'autre à Rome ou à Londres lui expliquer que la victoire était claire, sans contestation possible. En 2000, lors de la conférence d'Arta, l'imposante fraction de la diaspora présente à Djibouti a entériné des choix, notamment sur la construction clanique du gouvernement et du Parlement, qui correspondaient à une stratégie de certains acteurs contre d'autres, largement parce qu'ils avaient encore une vision du clan et de sa cohérence qui n'existait plus sur le terrain. Enfin, il ne faut pas non plus mésestimer l'impact économique de cette aide informelle de l'extérieur. On voudrait en donner deux exemples. Certains se constituent ainsi un capital commercial sans expérience et se lancent dans des opérations à perte qui les font vendre des produits à perte ; ils s'excluent ainsi relativement rapidement du marché mais, en même temps, entraînent d'autres dans leur échec. L'usage de ces fonds peut aussi être discutable, non seulement politiquement en aidant des factions affaiblies sur le terrain qui disposent ainsi d'un appui externe sans commune mesure avec leur soutien interne, mais aussi économiquement en important des biens de consommation hors de portée de la très grande majorité de la population: la Somalie a peut-être besoin d'un usage plus rationnel de ses devises fortes...

L'agriculture, enfin, a été traditionnellement un secteur en pleine croissance dans les années 1980 grâce aux mesures de libéralisation mises en œuvre après 1984 et les importants investissements réalisés par les donateurs. La guerre civile a eu là un impact beaucoup plus négatif, puisque la production agricole dans les meilleures années de la guerre civile n'a jamais pu atteindre le niveau des années 1980. Cette situation est due à de nombreux facteurs, qui sont mentionnés ici sans exhaustivité. D'abord, cette agriculture nécessite des investissements et des services durables (irrigation, engrais, pompage, etc.) qui ont pratiquement cessé avec la guerre civile. Ensuite, la question de la sécurité et de la propriété des terres demeure un enjeu réel, plus ou moins important suivant la région et le moment. L'arrivée de "nouveaux fermiers", i.e. de miliciens en mal de reconversion violente, l'acquisition de terres dans des conditions plus que douteuses (confiscations, expulsions), l'absence également de savoir-faire ont eu un impact très négatif. Enfin, conséquence de ces problèmes et des pluies d'El Nino, le secteur de la banane s'est pratiquement effondré durant l'été 1997. Il faut souligner que cette culture avait un peu, au moins pendant la guerre civile, un rôle d'entraînement par rapport à

d'autres cultures, pas toujours d'ailleurs d'exportation: une partie des engrais et du carburant était revendue, le travail pour la récolte constitué une rémunération supplémentaire pour certains petits exploitants, le drainage des canaux servait à tous...

Certes, cette crise de l'exportation n'a pas que des effets négatifs à moyen terme: elle oblige les agriculteurs à revoir leur stratégie, à diversifier ou à réorienter leurs cultures, à trouver également de nouvelles niches d'exportation. Dans le même temps, l'agriculture de subsistance se porte finalement moins mal qu'on aurait pu le penser, même si les profits sont fondamentalement alloués plus avant dans la chaîne de commercialisation.

A lire ces lignes, on pourrait avoir l'impression que, finalement, les choses vont mal, mais pas si mal que cela. En fait, l'évaluation de l'auteur est plus pessimiste, surtout pour ce qui concerne le sud de la Somalie.

Si, effectivement, une économie s'est mise en place et se reproduit, son coût social de reproduction est particulièrement élevé et les problèmes s'additionnent sans qu'une esquisse de solution voit le jour. Cela se manifeste par la dureté de certaines crises humanitaires, la pauvreté abyssale de certains villages, même dans des zones qui ne sont pas les moins sûres, par l'importance des migrations temporaires vers les centres urbains, un phénomène antérieur à la guerre civile mais qui a pris une dimension sans commune mesure avec celle du passé. Se développent également des pratiques contestables, des illégalismes portant sur des règles élémentaires de santé publique, qui auront un impact sur la moyenne durée plus que dans l'instant et qui seront une préoccupation majeure pour tout gouvernement digne de ce nom. L'absence pratiquement de tout investissement est également un aspect qui fait problème. On peut parler à propos de la Somalie d'un mercantilisme radical, extrême mais qui n'ouvre aucune porte au développement et à la valorisation de ce pays. Enfin, un événement conjoncturel, l'importation de très importantes quantités de faux billets par des grands commerçants dont les leaders sont très proches du Tng, a eu un impact catastrophique sur la population ordinaire, celle notamment qui vit de son travail. Le taux de change est passé d'environ 8000 Sosh pour un dollar avant Arta à près de 20 000 Sosh pour un dollar. Cet acte a détruit une bonne partie de la légitimité du Tng, alors que certains de ses membres avaient partie liée avec ces hommes d'affaires aux pratiques douteuses. Concrètement, cela

signifie que les entrants pour la production agricole, les médicaments, les produits de consommation importés de première nécessité ont doublé (voire plus) de prix pour des gens qui vivaient déjà en dessous du seuil de pauvreté. On ne reviendra pas ici sur les raisons qui ont motivé l'assourdissant silence des dirigeants du Tng, mais aussi des Nations unies et des quelques Etats qui l'ont soutenu, mais on pouvait peut-être naïvement penser que de la même manière que la communauté internationale s'était opposée aux manœuvres frauduleuses d'un Mobutu, elle pouvait rappeler haut et fort qu'un gouvernement à Mogadiscio se doit de reconstruire un pays, pas le pousser plus avant dans l'abîme.

Socialement, l'univers somalien a aussi beaucoup changé durant les 10 dernières années. Par certains aspects, on pourrait dire que les choses vont mieux aujourd'hui qu'hier. Pour d'autres, la plus grande inquiétude doit être de rigueur. L'élément le plus positif, auquel ont contribué, involontairement peut-être, Ali Mahdi, le général Aydiid et le Tng, est la minoration de l'antagonisme clanique dans le champ social. Au début des années 1990, les antagonismes étaient extrêmement forts au point de dissoudre les vieilles amitiés, voire même les relations de parentèle. Depuis, la présence de membres de clans, dont les groupes qui disent les représenter sont des concurrents ou même des opposants, ne fait plus problème, même si on est encore loin d'une pleine citoyenneté. Par exemple, à Bakaraha, les travailleurs les plus humbles - porteurs, hommes de force, petits boutiquiers - sont des Rahanweyn qui ne rencontrent guère de problème. Certes, ce n'est pas le grand amour entre Hawiye et Darod, mais de nouveau, les amitiés, la sociabilité de l'avant guerre civile reviennent sur le devant de la scène. Tout cela a été notamment porté par les différents "gouvernements nationaux" qui ont à nouveau légitimé la possibilité de relations avec les "ennemis de toujours" comme on l'entendait en 1991. C'est le Tng, sans doute, qui, en dépit de tant aspects négatifs, aura le plus fait par son existence même pour recréer cette atmosphère, mais bizarrement Aydiid avait également œuvré dans la même direction. Paradoxes de la Somalie... Sans doute, faut-il nuancer ce propos mais il y a très certainement des bases réelles pour une sociabilité commune retrouvée. Cette remarque est aussi valable depuis bien longtemps au Somaliland et au Puntland. Ce qu'on peut voir partout est qu'il convient pour les "minoritaires" de ne pas être proéminents par eux-mêmes, mais dans une relation avec des locaux représentatifs.

En fait, il faudrait avoir aujourd'hui une discussion sur le clan, son usage ses multiples divisions et la manière dont son usage sert ou dessert la solution de contradictions sociales et politiques. Ce débat existe déjà dans les sciences sociales mais il est essentiel qu'il se déroule aujourd'hui en milieu somalien car il y a un gouffre souvent (et heureusement) entre la manière dont les gens normaux vivent, se comportent et font face à leurs problèmes collectivement et la mobilisation de l'usage clanique par les commerçants et ceux qu'on appelle, faute de mieux, les "anciens" et la classe politique. Dans le Sud, mais aussi au Somaliland et même au Puntland, malgré les inévitables simplifications que permettent les affrontements, les clivages politiques ont atteint au sein des sous-clans, et quelquefois même des lignages, un point qui fait que les observateurs les plus attentifs perçoivent assez vite les fameux ressorts bien peu claniques de ces manifestations du clan. On invite de nouvelles autorités évidemment qualifiées de "traditionnelles" pour des objectifs qui le sont bien moins, comme ce fut le cas avant Arta, durant Arta et après Arta...

Pourtant, pour finir sur le champ social, on doit revenir sur plusieurs dynamiques de la guerre civile. La première, sous réserve des enquêtes plus fines qui devraient être menées, concerne le rôle des femmes. On est en face d'une situation assez contradictoire. D'une part il y a une réislamisation de la société avec l'émergence de courants néo-conservateurs (sans même évoquer les courants plus radicaux influents dans certains grands centres urbains de la Somalie) qui ne se cache pas de vouloir le retour des femmes dans la sphère privée et l'abandon de la mixité de la vie sociale qui est un des rares acquis de la période post-coloniale de la Somalie. De l'autre, les femmes jouent de fait, le plus souvent dans des fonctions subordonnées, un rôle essentiel dans le fonctionnement économique, la survie des foyers et la reproduction de la cellule familiale, alors que les males ont eu des trajectoires assez diverses et pas toujours centrées sur la conservation du foyer. C'est une situation assez paradoxale, dans le sens où il y a une inversion des logiques de la période de l'avant-guerre civile où c'étaient les pères qui devaient maintenir le noyau familial et les femmes fournir les revenus d'appoint.

Une seconde stratification sociale a beaucoup et peu évolué: celles des valeurs attribuées à certains clans ou lignages socialement perçus comme de seconde et de troisième classe. D'un côté, à cause de la

nécessité des alliances, certains clans ont été réintégrés dans les grandes familles à parité avec les autres et ne sont plus ostracisés pour les questions de mariage, etc. De l'autre, les réflexes vis-à-vis des Bantous et autres "minorités" somaliennes ont la vie dure et n'ont pas été fondamentalement remis en cause par l'ordre guerrier. Ce qui a radicalement changé, c'est qu'une certaine division du travail, qui faisait de certaines tâches, des travaux indignes d'un "vrai" somali est aujourd'hui remise en cause, comme on peut le voir dans l'industrie de la construction, ou même dans l'agriculture : finalement la nécessité de survivre aura obliger en pratique plus qu'en théorie à réviser les clichés ségrégationnistes qui hantaient une certaine culture somalienne.

On doit à ce propos, sans volonté polémique mais certainement sans la naïveté qui prévaut si souvent chez les étrangers, dire qu'il faut en Somalie, comme dans de nombreux autres conflits, se méfier de certaines figures morales : la minorité opprimée face aux clans armés prédateurs par exemple. Ce qu'on constate en considérant les incidents armés, c'est souvent que les concepteurs de ces entreprises sont souvent aussi variés que le sont les collectivités somaliennes. Nulle n'a le monopole de l'honnêteté ou de la prédation. Des individus en manipulent d'autres et l'on devrait prendre garde au fait que lesdits opprimés d'hier peuvent être les oppresseurs de demain. Il faut raison garder, éviter la responsabilisation collective et certainement ne pas se laisser aveugler par une morale que tant d'acteurs somaliens savent instrumentaliser pour des buts qui sont amoraux.

Un dernier point est l'objet d'une profonde inquiétude de la part de l'auteur, bien avant le 11 septembre: celui de la scolarisation. La Somalie manque désespérément de cadres, de techniciens, d'ingénieurs, d'intellectuels. En espérant que le lecteur somalien n'y voit aucune arrogance, il s'agit là d'un constat que font par exemple les compagnies somaliennes qui ont besoin de personnel formé, pas simplement de petits employés aux écritures. Dans un tel contexte, la situation des écoles est doublement problématique. Il faut écarter tout de suite, surtout pour ce qui concerne Mogadiscio, les dites universités qui sont au mieux des écoles secondaires et les trop nombreuses institutions dont le nom flatteur rend mal compte de la médiocrité de l'enseignement prodigué. Certes, il peut y avoir de la bonne volonté mais quel résultat! La très grande majorité des écoles sont privées, leur personnel enseignant sélectionné suivant des critères opaques quand

ils existent, le curriculum est souvent un mélange confus entre le vieux programme somalien, les ajouts faits pour plaire aux donateurs du Golfe, le bricolage enfin et surtout. Certes, on peut penser une nouvelle fois que c'est le marché qui fera la différence mais cela suppose que les parents soient en état de la percevoir et cela fait l'impasse sur le coût social d'un dysfonctionnement majeur. L'autre aspect, déjà évoqué, est celui de la sociabilité que définissent ces écoles: l'abandon de la mixité, le retour à une pédagogie indigne d'une école coranique traditionnelle, etc. Certes, cette situation vaut dans l'absolu pour beaucoup de pays africains où le système d'enseignement public s'est complètement détérioré mais le degré atteint en Somalie est maximal. Evidemment, il y a des contre-exemples: telle Université est un bon lycée, telle école a de bons enseignants. Mais au niveau de généralité où se situe ce texte, ce sont les exceptions qui confirment la règle.

On le constate, la Somalie vit ou survit dans la guerre civile et, quelles que soient les péripéties politiques passés ou à venir, on peut être sûr que cette affirmation pourra être maintenue. La question est cependant double. D'une part, quel est le coût social d'une telle situation et l'on peut commencer à penser qu'il faut parler non plus d'une ou de deux générations perdues mais de trois ou quatre. Cela est un problème que tout gouvernement aura énormément de problèmes à traiter d'une manière socialement acceptable. D'autre part, l'absence d'investissements -à l'exception de très rares secteurs où les taux de profit sont remarquables- laisse penser que certes la reproduction sociale est assurée mais ce n'est pas la stagnation, c'est une lente dégradation dont personne n'est en mesure d'imaginer le terme.

L'expérience historique de l'Etat

Dix années de guerre civile, une intervention internationale sans commune mesure avec l'intérêt géostratégique que représente la Somalie depuis la fin de la Guerre froide, l'appétence de la classe politique somalienne pour les positions de pouvoir n'ont pas permis le rétablissement d'un Etat en Somalie. Peut être, la question est-elle plus profonde que simplement les ambitions de pouvoir irréductibles de quelques individualités, les ambitions démesurés de quelques militaires, ou un contexte régional qui a fait de la Somalie un champ

de bataille de contradictions entre pays de la région (Soudan/Ethiopie et Erythrée au début des années 1990, Egypte et Libye/Ethiopie, Erythrée/Ethiopie, etc.).

En fait, la thèse défendue ici est que la période de Siyad Barre - pour ne pas s'interroger sur celle de l'Afis et de la première décennie de l'indépendance - a été essentielle pour former les catégories politiques, les modes d'action, les sous-cultures politiques qui sont à l'œuvre dans la guerre civile. D'une certaine façon, la Somalie n'a pas encore rompu avec la période de Siyad Barre et c'est sans doute l'une des contradictions majeures de toutes les tentatives de création de gouvernement que de se rattacher, par-delà la rhétorique, à cette période. Cette remarque vaut à mon sens pour tous les gouvernements aujourd'hui existants, même si on doit souligner que des différences existent, par exemple l'absence d'une coercition systématique et brutale contre les "citoyens" censés être soumis à ces autorités.

Dire cela n'est pas simplement se concentrer sur le personnel politique, en notant notamment après Arta la forte proportion d'anciens cadres du régime de Siyad Barre dans le Tng, un phénomène dénoncé par les administrations du Puntland et du Somaliland qui, pourtant, n'ont pas été avares elles-aussi de promotions d'anciens membres de l'élite politique, militaire et sécuritaire dans leurs propres rangs. Certes, cela soulève un paradoxe de plus : comment l'élite qui aura détruit avec une telle persévérance toute idée de bien public et d'autorité légale et légitime peut-elle reconstruire un Etat dans une situation difficile? Aux Somaliens et aux Etats partisans de ces trois entités de répondre à la question...

On voudrait ici se concentrer très brièvement sur trois aspects, tout en soulignant qu'il y en a d'autres au moins aussi importants : l'indifférenciation sociale, la destruction de la notion de bien public, la gestion violente de la vie politique et économique⁽⁴⁾.

Dans les années 1960, la vie politique somalienne faisait preuve d'un certain autisme : d'un côté le nationalisme pan-somali constituait le référentiel central alors que l'essentiel des mobilisations politiques étaient le fait d'entrepreneurs qui instrumentalisaient la question clanique. La vie politique fonctionnait grâce à une alliance à la fois

(4) Cette partie est un résumé très schématique d'une thèse développée dans un texte paru dans Les Etudes du Ceri, disponible le jour de la conférence ou sur le net au site de mon laboratoire: www.ceri-sciences-po.org

lâche et organique entre politiciens patentés, hommes d'affaires et intellectuels. Même si la stratification sociale était relativement fluide, on pouvait parler de ces groupes comme de véritables couches sociales qui partageaient des valeurs et des comportements spécifiques. Avec l'arrivée au pouvoir de Siyad Barre, les cartes ont été redistribuées. La somalisation de l'enseignement, qui était par ailleurs une mesure tout à fait compréhensible et nécessaire, a été mise en œuvre sans s'interroger sur les problèmes importants qu'elle posait à un système éducatif confronté comme dans tant d'autres pays à de fortes tensions (budget, nombre d'enseignants/élèves, etc.). Du fait d'autres dynamiques, la notion d'instruit changea radicalement durant ces années, comme on peut le constater dès les années 1980. Le clientélisme explique certes pour une part le fonctionnement assez peu méritocratique de l'institution scolaire et universitaire, mais il y a plus. Le fait est que les cadres de l'Etat dès le début des années 1980 sont, pour les plus jeunes, d'une formation fragile, superficielle, et accèdent à des postes techniques importants pour des raisons qui n'ont plus rien à voir avec leur expertise. Il suffit de relire les études faites par les agences internationales, peu sujettes à l'opposition systématique au pouvoir en place, pour constater l'effondrement de l'administration, le dépeçage des services publics, la marginalisation sociale des instruits incapables avec les salaires qu'ils percevaient de maintenir leur propre famille plus de quelques jours par mois.

D'une manière encore plus dirigiste, les milieux d'affaires sont également affectés par cette évolution du régime. Pour eux, le lien avec l'Etat devient encore plus cardinal, malgré la fameuse politique de libéralisation. Dans cette période, l'essentiel est d'exister par lui et bien peu de grands opérateurs feront le choix difficile de conserver leur autonomie. De là aussi, le sentiment d'une très grande incertitude qui souvent perdure jusqu'à aujourd'hui : certes, un Etat mais un Etat qui est contrôlé, avec lequel les affaires se mènent en parfaite symbiose, qui marginalise les concurrents et permet l'accès plus que jamais rêvé à l'aide internationale et aux substantielles commissions.

Quant aux politiques, le système de Siyad les a réduits au rang de témoins, d'acteurs qui sont promus ou embastillés jusqu'à ce qu'ils acceptent le fait qu'il n'y a d'autres alternatives que de suivre le dirigeant sans oser proposer une démarche différente. Surtout, l'idée qui existait encore dans les années 1960, qui voulait que pour être réélu ou coopté il fallait obtenir quelque chose pour sa base

électorale est peu à peu privé de sens puisque la violence est la régulation, pas même les élections semi-compétitives qui se sont multipliées y compris dans des régimes de parti unique autoritaires dans les années 1980 comme au Kenya ou en Côte d'Ivoire. De là, une male indifférence pour la décomposition des services publics les plus prisés pourtant par la population: l'eau, l'électricité, l'école, les soins vétérinaires, etc...

Cette description est très schématique, mais l'argument ici est de montrer que les trois piliers constitutifs du ciment politique de l'Etat somalien au moins depuis l'Afis étaient complètement reconfigurés, d'une manière qui n'étaient pas simplement suivant des préférences claniques (le trop fameux argument de l'alliance Mod) mais aussi à travers une modification radicale des règles d'accession à ces fonctions. Le *capo tribu* sans instruction devenait un fonctionnaire des postes ou un responsable d'une branche d'une banque; l'instruit réel ne valait plus même son expertise dans un monde où les règles étaient radicalement transformées. La bourgeoisie avait certes le sens des affaires, mais elle avait d'abord le sens de l'Etat, ou du moins du régime. En témoigne sa longue hésitation durant l'année 1990 à choisir son camp et à œuvrer à une solution sans l'assentiment du dictateur. Quant aux hommes (et aux femmes) politiques, disons que dans le meilleur des cas, ils se trouvent dans la situation de responsables communistes en Allemagne de l'Est en 1988: l'obéissance est absolue car il faut se sauver, quant au reste... Cette situation a largement formé un ethos par rapport à l'Etat ou au groupe qui prétend en devenir le gouvernement qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

La destruction de la notion de bien public est une deuxième donnée de cette période. En mentionnant ce point, une fois de plus, on ne vise pas tant la patrimonialisation de l'Etat analysé par d'autres, le clientélisme qui cannibalise non seulement l'aide internationale mais aussi rapidement toutes les positions créatrices de rente dans l'appareil d'Etat et dans l'important secteur para-public qui existait alors. Il s'agit ici de prendre la mesure de cette décentralisation de la prédation qui n'a pas été seulement le fait de l'élite au pouvoir et de ses partenaires mais s'est disséminée dans la société. La faillite d'une des grandes banques somaliennes, la gestion (le mot est bien mal utilisé) des projets agricoles, l'aide aux réfugiés parmi tant d'autres aspect illustrent cette généralisation de la prédation pour tous les motifs imaginables. A la fin des années 1980, les 4x4 sont volées à

Mogadiscio mais puisqu'ils appartiennent à l'élite au pouvoir ou ont été acquises de façon impropre, c'est une revanche de la société : une espèce de péréquation sociale qui vaut comme redistribution égalitaire contre l'appropriation par le régime des biens publics. Sans doute un tel comportement a été également radicalisé par sa transcription dans un univers pastoral (car c'est là que se recrutaient les combattants) où la question de la bataille est intrinsèquement liée à celle du butin.

Le résultat d'une telle logique sociale s'est manifestée bien avant 1991. On peut dire, pour rester politiquement incorrect, que si la Somalie a survécu dans la guerre civile, c'est qu'elle en a fait l'apprentissage pendant bien des années. Il n'a pas fallu attendre 1991 pour voir l'aide alimentaire pillée avec la plus grande démesure, les générateurs privés fonctionner pour fournir aux plus nantis l'électricité nécessaire, l'eau être vendue quotidiennement dans de larges secteurs des centres urbains. Dès le début des années 1980, l'économie informelle prospère même dans la capitale et d'une certaine manière bien des réseaux commerciaux, notamment avec Dubaï prennent forme dès la fin des années 1980, un ou deux ans avant la conflagration.

Pourtant, un observateur du continent africain pourrait affirmer sans risque d'être contredit que les logiques décrites ci-dessus étaient finalement assez communes dans nombre de pays. Le Zaïre de Mobutu, également appuyé sur une confortable rente géopolitique, a connu cette privatisation radicale de l'Etat mais force est de reconnaître que la crise n'y a pas fondamentalement pris un tour violent et que lorsque le basculement dans la guerre s'est produit en 1996 ou 1998, suivant l'opinion du lecteur, il a été d'abord le fait de la translation d'une crise très violente au Rwanda et que c'est elle qui a militarisé les contradictions sociales et politiques d'abord au Kivu puis dans d'autres parties de l'actuelle république démocratique du Congo.

S'il est en effet un point essentiel qu'il faut souligner sans cesse, c'est le fait que ces transformations ne sont pas produites dans un univers relativement pacifié mais au contraire dans une société où l'Etat n'a cessé de se reproduire, depuis au moins la défaite de l'Ogaden, par la violence. En fait, l'Etat somalien n'a pas été un Etat effondré : certains de ses segments ont disparu bien avant la crise violente de décembre 1990 mais l'appareil de coercition s'est maintenu et a même partiellement subsisté jusqu'en 1992. C'est cette différenciation de l'Etat qui est essentielle dans l'analyse. On ne fera pas ici l'analyse du développement de l'appareil de coercition (armée, police politique,

etc.) et de son involution dans les années 1980⁽⁵⁾ mais il faut souligner combien la menée de la répression au Somaliland dans les années 1980, après celle plus brève contre le Ssdf en Majerteeniya, - deux sales guerres - contribua à sa crise interne et à la multiplication de tactiques de diversion qui disséminaient la violence dans les terroirs où les oppositions pouvaient éventuellement recruter. C'était non "diviser pour régner" mais "diviser violemment pour régner violemment". Cette stratégie a paru payer pendant un temps mais elle s'est largement retournée contre ses concepteurs. Elle a rendu à la violence un statut légitime, elle a entraîné des mobilisations claniques évidemment d'abord dans les campagnes, puis à cause des migrations importantes vers les villes encore réputées sûres, dans les centres urbains; elle a aussi précipité la milicianisation de l'armée et celle de la société décentralisant le commandement de la violence puis sa régulation.

Ainsi lorsque l'insurrection débute en décembre 1990, la notion d'Etat ne recouvre plus grand chose: l'idéal weberien rationnel-légal est aux antipodes de l'expérience concrète de l'Etat faite par la population. Les notions d'espace et de biens publics ont été anéanties par une crise rampante sans intervention significative de ladite communauté internationale, Guerre froide oblige. Les gouvernants avaient privatisé de la manière la plus radicale l'Etat, détruit jusqu'à l'idée d'institution. Sans évoquer ici une militarisation de la société dont la Somalie - à l'exception notable semble-t-il d'une grande partie du Somaliland - n'est pas encore sortie, il faut noter d'autres aspects essentiels relatifs à l'Etat. Les différenciations de statut qui sont constitutifs de l'Etat ont été abolies: il n'y a plus d'hommes politiques, de technocrates, d'hommes d'affaires: ne restent que des individus participant souvent au dépouillement de l'Etat, à la prévarication de l'aide internationale, et d'autres les observant les armes à la main désireux de changer radicalement cette situation, peut-être simplement d'inverser les rôles. De la même façon, l'Etat était devenu le négateur et non le protecteur d'un espace public, où les débats pour une solution autre que la guerre auraient pu être tenus: chacun, d'une certaine manière était renvoyé à son identité clanique, sa seule garantie de survie mais qui simultanément impliquait une prise de partie, une dissolution de toutes les autres identités possibles.

(5) Roland MARCHAL et Christine MESSIANT, *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique australe et orientale?*, Paris, Karthala, 1997.

Les dynamiques de construction de l'Etat dans la guerre civile

Avant d'évoquer les tentatives faites dans le sud de la Somalie, il est important de revenir sur la trajectoire du Somaliland, à la fois pour en souligner la réussite et les limites mais aussi pour indiquer pourquoi une dynamique analogue paraît peu probable pour une normalisation dans l'ancienne colonie italienne.

Le néo-nationalisme somalilandais s'est indubitablement construit sur un ensemble de frustrations et de différences avec le Sud: il n'est donc pas la simple reprise du nationalisme à l'œuvre depuis la fin des années 1920 dans la colonie britannique. Une bonne partie de ses critiques faites au Sud sont pourtant discutables. Comme l'illustrent les biographies de la plus grande partie des hommes politiques du Somaliland aujourd'hui, le gouvernement somalien n'a pas été si avare dans sa promotion des nordistes. Anciens ministres, vice-ministres, directeurs généraux, officiers supérieurs de l'armée, cadres importants des grandes entreprises publiques, dirigeants de la police politique: la liste serait longue et montrerait que si la population du Somaliland (comme celle de tant d'autres régions de la Somalie) a peu profité de la manne gouvernementale, bien des Somalilandais ont su faire carrière sous Siyad Barre sans trop de considération pour la situation qui prévalait dans leur région durant les années 1980. S'il est indéniable que l'armée gouvernementale a commis des crimes de masse et a vécu de la prédation dans les dernières années, la responsabilité en échoit uniquement aux Sudistes, non à ses nombreux collaborateurs au Somaliland; n'est pas non plus soulevée la responsabilité de Somalilandais dans les crimes tout aussi atroces commis dans le Sud du pays ou dans les affrontements après 1991 au Somaliland. La nation, disait Renan, est construite sur des mensonges et beaucoup de demi-vérités...

Si ce nationalisme s'appuie incontestablement sur un socle isaq, avec des revirements notables de figures fondatrices, il a néanmoins acquis une crédibilité avec les ans dans des segments plus larges de la population. C'est là un succès indéniable, non dénué de fragilité mais néanmoins constaté par tous les observateurs de bonne foi. Il mérite donc qu'on s'y arrête.

La conférence de Borama au début 1993 a non seulement officialisé le rôle des *anciens* dans la vie politique somalilandaise mais en a également proposé une institutionnalisation. Le type de système

politique et d'appareil d'Etat qui en est issu est donc original à plus d'un titre. Néanmoins, on peut remarquer deux tendances sur la longue période qui devrait faire l'objet d'une analyse très circonspecte. D'une part, ce mode de fonctionnement très particulier de la société politique, d'une certaine manière, permet à la société de capturer l'Etat plus que l'inverse.. De l'autre, par beaucoup d'aspects, les pratiques et les représentations de l'Etat par ses agents tendent à reproduire une situation déjà connue sous Siyad Barre; seul manque l'aspect coercitif - c'est donc une différence majeure - pour des raisons liées à la première tendance.

On évoque d'abord ici les modalités de division des postes au sein du gouvernement et de la fonction publique qui donne lieu à une arithmétique savante pour conserver un équilibre précaire entre sous-clans, sans grande considération pour la qualification des personnes retenues puisque le pire côtoie souvent le meilleur. Un tel système donne lieu à des dérives connues ailleurs. Le nombre de ministères (23) et d'agences gouvernementales (14) est élevé pour un pays aux ressources aussi modestes. De plus, l'emploi surnuméraire (éventuellement purement fictif) de personnels sans fonction précise, sans réelle capacité professionnelle, recrutés sur des bases claniques pour asseoir la notabilité d'un ministre, ou celle d'un cadre régional est la norme plutôt que l'exception. Le ministère de la Santé, celui des Finances - sans évoquer celui de la Défense - ont eu à certains moments plus du double d'employés légitimement requis pour assurer leurs tâches; le nombre de soldats varie suivant les visites de délégations internationales de 13 000 à 18 000 ou même 23 000... Mille autres exemples attesteraient de la même manière la belle continuité entre l'ancien Etat somalien et l'Etat somalilandais. Certes, on pourra toujours rétorquer que la paix a un prix mais on pourrait faire un autre constat: sans cette prévarication qui est plus qu'endémique mais constitutive d'une relation spécifique de l'Etat aux clans⁽⁶⁾, malgré l'absence d'aide internationale à des niveaux significatifs, la population la plus modeste du Somaliland pourrait elle aussi goûter plus avantageusement aux charmes de l'indépendance.

Plus originale est la création de deux Chambres. La Chambre des représentants doit faire une place aux cadres et aux intellectuels. La

(6) R. MARCHAL, *Des contresens possibles de la globalisation. Privatisation de l'Etat et bienfaisance au Soudan et au Somaliland*, "Politique africaine", 73, mars 1999.

Chambre haute, ou *Guurti*, est elle celle des *anciens*. Cette représentation de la population du Somaliland, sur un modèle néo-traditionaliste d'où ont été exclues les organisations politiques jusqu'en 2000, a dans un premier temps reçu un large soutien populaire. Ses défauts sont aujourd'hui plus marqués et alimentent les débats publics. D'abord, une bonne partie des élus n'a qu'une formation scolaire très limitée et donc l'enjeu de nombreuses discussions est réduit aux gains les plus immédiats qui peuvent en être tirés pour eux-mêmes ou les lignages qu'ils représentent. Si la situation est légèrement meilleure à la Chambre des Représentants, elle demeure loin d'être satisfaisante malgré la bonne volonté éventuelle de certains élus. Une seconde critique est qu'un tel système de représentation consolide la division clanique plus qu'elle ne permet l'émergence d'une société somalilandaise où les accords et les désaccords pourraient être envisagés sans tenir compte d'abord de l'identité des partisans de telle ou telle politique. Certes, il s'agit pas ici d'évoquer une société débarrassée de toute idée de clan (Siyad Barre s'y est essayé avec un succès remarquable!) mais plutôt d'admettre que critiquer un ministre n'est pas critiquer son clan, que mettre en cause le fonctionnement d'un hôpital n'est pas insulter le clan de son directeur, etc... Avec le temps, des débats importants ont été purement et simplement évacués pour éviter des tensions claniques avec un coût réel pour le développement du pays ou d'institutions étatiques plus fonctionnelles. Une autre critique très forte depuis la renaissance du Snm en 1998 est le contrôle acquis par Mohamed Ibrahim Egal sur le *Guurti* qui lui permet des interprétations assez hétérodoxes de la constitution, la mise à pied de possibles opposants par exemple dans l'appareil judiciaire sans s'embarrasser des conditions prescrites par une constitution certes de type présidentiel mais raisonnablement démocratique.

Si le président peut avoir une telle influence, c'est parce qu'il s'est assuré un contrôle substantiel des ressources, notamment économiques du Somaliland. Comme leader politique à l'aube de l'indépendance, puis comme figure politique à Mogadiscio dans les années 1960 puis, à nouveau, dans les années 1980, Mohamed Ibrahim Egal a acquis un savoir faire remarquable dans ses relations avec les *anciens*. Il sait en outre qu'il n'existe pas au sein des Isaq un rival qui puisse bénéficier aujourd'hui du même soutien de la part des élites économiques et sait jouer de cet argument, lorsque la crise menace.

Ces ressources, en termes de capital social, sont donc absolument conséquentes et manquent pratiquement à tous ses opposants. Mais, il y a aussi l'économie et l'on ne peut prendre pour un hasard absolu le fait que le président Egal soit originaire de Berbera, où sont collectées grâce à l'activité portuaire plus de 70% des revenus de l'administration du Somaliland.

En effet, l'économie du Somaliland dépend en fait d'une zone limitée: le port de Berbera, les routes qui relient ce port à Borama et à la frontière éthiopienne par Kalabaydh, d'une part et à Burao d'autre part. Elles donnent accès aux trois grands marchés qui constituent les véritables poumons de l'économie du Somaliland: Hargeysa, la capitale dont la population a un pouvoir d'achat considérablement plus élevé qu'ailleurs; le marché de Yerowe/Burao qui sert d'interface économique avec le Sud; Harta Sheykh en Ethiopie qui est le marché où s'échangent les biens importés par le Somaliland avec les ovins d'Ethiopie. L'activité économique peut être très rapidement décrite. Les ovins et camélidés sont acheminés soit du Centre-Sud de la Somalie à Yerowe/Burao puis à Berbera soit de l'Ethiopie vers Harta Sheykh puis Kalabaydh et Berbera. Si l'essentiel des transactions est monétisé, les biens échangés contre ces animaux sont pour l'essentiel des produits alimentaires. A ce commerce qui est l'essentiel, s'ajoute d'autres exportations (peaux, arêtes de requin, encens, etc.) et importations (matériel électrique, vêtements, et autres produits de consommation courante) qui se retrouvent également sur les marchés somalien et éthiopien. Classiquement, les revenus proviennent des taxes d'importation et d'exportation et des charges portuaires, les autres impôts étant à l'heure actuelle marginaux (moins de 20% du total). Tous les accès à ces marchés sont sur des territoires isaq et contrôlés par eux seuls. Il est frappant de constater que c'est dans cette zone que l'autorité du gouvernement est la plus grande, et la sécurité la meilleure. Parce que ces zones ne font l'objet d'aucune contestation, le commerce peut fonctionner sans payer un coût exorbitant de protection: la paix produit des dividendes importants en termes d'investissements, de réhabilitation et d'emplois.

Le succès de l'Etat au Somaliland est sans doute dû également à sa faiblesse. Après 1991, et surtout 1993, les hommes d'affaires somalilandais (dont les plus importants habitent Djibouti) ont pu vaquer à leurs négoce sans être affectés par l'Etat: les taxes sont rarement acquittées dans leur montant intégral et chacun use de son

entregent auprès d'un ministre parent proche ou de la présidence pour y échapper. Sans doute, cette dimension n'a rien de très nouveau: c'est le fait qu'elle soit aussi radicalement ancrée et donc systématiquement mobilisée dans les rapports entre Etat et opérateurs économiques qui en fait l'originalité.

Les nuances de l'adhésion au Somaliland indépendant sont visibles dans l'usage de la nouvelle devise introduite au début 1995 : le Shilling somalilandais (Slsh). Comme dans d'autres cas, on pourrait penser que la population a opté pour cette monnaie afin de rompre avec la Somalie. La situation est bien plus ambiguë. Ainsi, si les échanges monétaires se font en Slsh dans la zone Borama/Hargeysa/Berbera en concurrence éventuelle avec le dollar américain et le birr éthiopien, dans tout l'Est à partir de Yerowe/Burao c'est encore le shilling somalien (Sosh) qui est en usage, les gens utilisant le Slsh pour payer les éventuelles taxes auxquelles ils n'auraient pu échapper. Certes, on pourrait penser que cela manifeste la fonction économique de Yerowe/Burao, véritable interface entre Berbera et le Sud de la Somalie mais cet argument n'explique pas pourquoi ailleurs à Las Anod, Aynabo, Erigavo c'est le Sosh qui est encore utilisé. Cet usage n'est pas marginal puisque la dégradation du taux de change entre Sosh et dollar depuis l'importation à Mogadiscio à l'automne 2000 de nouveaux billets en Sosh imprimé par des grands commerçants à entraîné celle du taux de change entre Slsh et dollar : en dépit de toutes les professions de foi nationalistes, la devise nationale somalilandaise n'a qu'une diffusion limitée et le marché somalilandais reste encore très dépendant de celui du Sud.

Pourtant, malgré un Etat faible corruptible à l'envie, l'adhésion populaire à un Somaliland indépendant reste sans doute majoritaire. Elle l'est parce que, après des années de contrôle, de favoritisme, de bureaucratisme, l'Etat somalien s'est effondré et son remplaçant n'a guère pu brider les initiatives personnelles. La diaspora et la population ont eu le sentiment de participer à une "deuxième" indépendance où tout était à faire : entre le négoce le plus spéculatif et la meilleure initiative privée, les pratiques de reconstruction ont pu se déployer dans un environnement certes peu idyllique mais où beaucoup ont eu le sentiment de faire l'histoire au mieux de leurs intérêts bien compris. L'attitude des Gadabursi est une belle illustration de ce phénomène. La reconstruction de Borama est devenue un enjeu collectif et le gouvernement a dû composer avec des

pratiques commerciales peu orthodoxes (qu'il admet for bien des opérateurs isaq). Malgré une méfiance toujours réelle vis-à-vis d'Hargeysa, les gens de cette région sont sans doute aujourd'hui plus convaincus de la viabilité de l'indépendance qu'ils ne l'étaient en 1991 ou en 1993.

L'un des maîtres arguments pour la pérennisation de la sécession du Somaliland est la poursuite de l'instabilité au Sud du pays. Celle-ci constitue d'ailleurs un facteur d'une grande ambivalence qui est rarement prise en compte au Somaliland. D'une part, on ne peut qu'être frappé par l'amélioration de la situation sécuritaire au Somaliland et, donc, constater la relative légitimité dont bénéficie son gouvernement à l'inverse des diverses tentatives d'administration régionale ou de gouvernement à prétention nationale établies à Mogadiscio depuis 1991. De l'autre, cette instabilité récurrente rend proprement impossible une confirmation en droit de la décision d'indépendance de mai 1991 et donc une reconnaissance internationale.

La situation dans le sud de la Somalie reste aussi un facteur essentiel parce qu'il rend forclos un débat qui survit au sein de la diaspora ou même dans les périodes de tension politique à l'intérieur du pays : l'idée d'un retour à une Somalie d'avant 1991 a encore des partisans qui ne peuvent s'exprimer faute de propositions alternatives crédibles. On aurait tort, malgré la terrible répression subie durant les années 1980 et le discours nationaliste radical d'aujourd'hui, de sous-estimer les liens entre certaines franges des élites administrative, politique et économique repliées aujourd'hui au Somaliland ou dans la diaspora et celles du sud. Certes, on peut sans nul doute penser que l'unité de la Somalie est défendue *mezza voce* par une minorité et sur un mode plus réaliste que dans les années 1960 mais, une nouvelle fois, on aurait tort de ne pas prendre en compte certains comportements émotionnels, des logiques économiques qui poussent à la conservation d'un marché unique et une ambition politique à une meilleure posture dans la région. Il n'est donc pas exclu que certaines fractions de la population, en cas de normalisation du sud (un scénario certes peu crédible aujourd'hui), reconsidèrent leur adhésion à l'idée d'un Somaliland indépendant et que débute un processus politique pouvant conduire à différents scénarii, du retour de troubles à la mise en place d'un système fédéral, voire à terme à une réunification sur des bases finalement peu différentes de celles des années 1960. Si cette

dernière option peut choquer certains, il suffit simplement de rappeler que le jeu changeant des alliances est aussi radicalement surprenant au Somaliland qu'il l'est au sud...

Le succès du Somaliland à rétablir une normalité sociale, et de façon nettement plus relative, une normalité administrative et politique s'éclaire également par des différences structurales avec le sud du pays et par des processus politiques divergents depuis longtemps. On voudrait ici n'en retenir que quelques uns.

A l'inverse du sud de la Somalie le Somaliland possède deux caractéristiques qui ont joué positivement dans l'établissement de la paix et la construction d'un ordre politique. D'une part, le mode de production essentiel est le pastoralisme, donc un mode de vie et de subsistance qui a bénéficié, tant durant la période coloniale qu'après, d'une très grande autonomie par rapport à l'économie capturée par l'Etat. Même durant la période étatiste du régime de Siyad Barre, le commerce des ovins et des camélidés est resté largement autonome, le gouvernement prélevant sa dîme lors de l'exportation et intervenant peu dans les rapports entre pasteurs et *dilal* (intermédiaires). L'urbanisation a été un phénomène d'une moindre amplitude par rapport au sud et n'a pas créé les mêmes conditions de marginalisation et de polarisation sociale que les villes du sud, à commencer par Mogadiscio et Kismayo, ont eu à affronter dans les années 1980. Cette situation a été d'ailleurs conforté par la faiblesse des investissements faits par l'Etat au Somaliland. Ainsi les modes d'autorité traditionnelle ont été mieux conservés au Somaliland dans la mesure où l'Etat colonial a été très peu interventionniste et où après 1960 le désintérêt de l'Etat et la préservation *de facto* du même mode de production n'a pas remis en cause profondément leur légitimité.

D'autre part, à l'inverse du sud, la relative homogénéité clanique surtout dans les zones économiquement utiles a permis de minimiser les facteurs d'affrontement après 1991. Il est d'ailleurs significatif que les affrontements les plus sérieux aient eu lieu en 1992 et 1995 dans les villes qui sont revendiquées par des clans différents (Erigavo et surtout Burao) alors que, dans le sud, à cause des migrations, des investissements et d'une croissance urbaine remarquable, le brassage des clans a été un phénomène important depuis les années 1960 et a conduit dans la guerre civile à la constitution d'enjeux spécifiques (Mogadiscio, Kismayo, Beldeweyne, etc.). On le voit, d'une certaine manière, le statut périphérique du Somaliland dans l'économie

somalienne (à l'exception du port d'exportation de Berbera) a certes eu un impact très négatif sur le développement régional mais a paradoxalement permis d'éviter des crispations guerrières qui ont guidé la dynamique politique au sud.

A ces différences économiques ou sociales, il convient également d'ajouter des différences de processus politique. On voudrait ici en citer trois même si d'autres sont également importantes. A l'inverse du sud qui a connu les troubles surtout après 1989, le Somaliland a connu les exactions militaires depuis le milieu des années 1980. Certes, le Snm est fondé en 1981 mais il faut attendre 1986 pour avoir une activité militaire significative de sa part, la répression gouvernementale a elle frappé plus tôt l'opposition civile. Surtout, le bombardement de Burao et d'Hargeysa par les troupes gouvernementales en 1988 a provoqué une véritable commotion dans la population. En 1991, la population en général voulait simplement rentrer chez elle et ne plus avoir à faire face aux prédateurs d'hier. Ce désir de paix, même s'il était inégalement réparti, a poussé à un règlement politique de même que la volonté de se distinguer du sud qui se désintégraît dans la violence. Bien que deux autres crises violentes se sont produites après, elles n'ont jamais eu l'intensité des combats au sud en 1991 et 1992.

L'année 1988 a été un tournant radical dans l'histoire du Snm et surtout dans son mode d'existence. Avant le Snm était un mouvement de libération organisé de façon relativement traditionnelle avec notamment une division assez nette entre cadres militaires et politiques. L'offensive du printemps 1988 pour prendre le contrôle des deux principales villes du Somaliland a coûté très cher à la population et au Snm et on peut considérer qu'à partir de l'automne 1988, le Snm est de fait contrôlé par les *anciens* qui ont acquis une influence encore plus grande sur les responsables politiques mais surtout ont pris en main la supervision de l'organisation militaire au grand dam des commandants du Snm. Ce changement a permis au mouvement insurgé d'accroître considérablement ses troupes et de battre une armée gouvernementale - il est vrai pratiquement en débandade - au début 1991. Ce qui est important ici est que le contrôle des *anciens* sur les combattants est resté notoirement plus grand qu'il ne l'a été au Sud et que les premiers ont veillé à ne pas s'en remettre au nouvel appareil d'Etat - cette méfiance est l'un des ingrédients de la crise du Snm en 1991-1993 - et à obtenir un règlement global et clanique à la conférence de Borama. Ainsi la démobilisation et le contrôle des gens

en armes, même s'ils n'ont pas procédé sans accrocs significatifs, ont été autrement plus faciles que dans le sud où les conditions de mobilisation et l'autorité sur les hommes en armes ont été plus diverses et donc difficilement contrôlables.

La faiblesse de la présence de l'appareil d'Etat au Somaliland a eu diverses implications. Une première est que les plus importants dépôts d'armes n'étaient pas situés au Nord et donc l'accessibilité à des armes a été moins facile au Somaliland que dans le sud, permettant d'éviter la multiplication d'entrepreneurs militaires dénués de soutien social. Une autre dimension est que la rente internationale liée à l'Etat n'est pas aussi présente à l'esprit de la population qu'elle l'est au sud: le pouvoir n'est donc pas doté d'emblée des mêmes enjeux qu'à Mogadiscio. Enfin, l'élite politique somalilandaise n'a pu se reclasser aussi facilement et, donc, n'a pu faire valoir ses ambitions de la même manière. Même s'il n'y a pas eu de procès ou d'emprisonnement des cadres politiques et militaires originaires du Somaliland qui avaient participé à la dictature jusqu'au dernier moment malgré la répression contre les Isaq, il y a eu dans les premières années après 1991 un réel ostracisme politique qui a permis la mise en place d'une régulation politique par les *anciens*, constituant alors indubitablement un facteur de paix. Au sud, au contraire, l'ancienne élite politique a pu immédiatement se repositionner dans les factions et a pesé de tout son poids pour éviter de perdre l'influence au profit de nouvelles figures politiques, *anciens* ou autres.

Sans doute, cette comparaison entre Somaliland et Sud peut sembler un peu abstraite faute de références à des conjonctures spécifiques dans la guerre civile. Cependant, elle souligne la particularité du Somaliland par rapport aux régions de l'ancienne colonie italienne. Elle montre également que les solutions pratiques mises en œuvre là ont peu de chances de succès dans le sud tant l'histoire et la morphologie sociale et économique sont différentes. Elle souligne enfin les possibles tensions à venir au Somaliland puisque avec les années on assiste à une évolution du tissu social, une urbanisation rapide et une culture de l'Etat qui fait une place de plus en plus grande aux représentations du pouvoir développées (au moins) pendant le régime de Siyad Barre. Cette tendance à s'appuyer de façon croissante sur l'ancien personnel politique doté d'un ethos très particulier n'est fort heureusement qu'une des dynamiques en cours à l'heure actuelle.

Le sud de la Somalie - on ne traitera ici que des factions installées à Mogadiscio - offre donc un panorama bien différent. L'Etat est donc rêvé, désiré, attendu et les 14 conférences de réconciliation nationale depuis 1991 récitent une véritable ode à la Société des Etats avant de se décomposer. Mais le problème est de savoir exactement la réalité que recouvre l'Etat pour les acteurs politiques, un ensemble extrêmement fluide après 1991, où les grands commerçants côtoient une partie de l'ancienne élite administrative et des personnages dûment rebaptisés "anciens", sans omettre les chefs militaires. Une grande majorité de ceux-ci partagent pour l'essentiel une vision de l'Etat qui ressemble extraordinairement à celle qu'a cultivée Siyad Barre. Il ne s'agit pas vraiment de rompre avec la corruption endémique et un mode bien particulier de développement mais d'en changer les bénéficiaires: l'idée centrale est en effet que d'autres doivent maintenant profiter des mêmes libéralités. Le rôle de la communauté internationale est une fois de plus essentielle dans un tel dispositif puisque c'est elle qui doit faire fonctionner à coups de millions de dollars ce rêve. Tout est d'ailleurs fait pour séduire ses représentants avec des succès divers. Mais cet amour d'un Etat bien particulier est aussi redoublé par un refus hautain de passer sous ses fourches caudines, dès lors qu'on doute de sa maîtrise et que son absence offre des opportunités au moins équivalentes. C'est ce balancement entre deux positions totalement opposées et les calculs auxquels il donne lieu qui explique pour une large part l'échec de tant de conférences où les principaux acteurs armés somaliens se sont pourtant mis d'accord comme on le verra plus avant.

Les factions somaliennes qui tiennent le haut du pavé en 1991 à Mogadiscio héritent donc très largement des valeurs et des conceptions de l'Etat et de l'usage de la communauté internationale, qui prévalaient dans la décennie précédente. Elles sont un produit d'une certaine crise et d'une certaine mobilisation sociale structurée en dernière instance - et seulement en dernière instance - par le discours clanique. Cette dimension clanique est rapidement ambivalente: elle est certes une ressource politique importante au début des années 1990 mais elle impose sa propre dynamique et sa propre cohérence à des dirigeants qui en sont souvent les prisonniers. Chaque clan ou sous-clan commence par exemple à revendiquer ses droits qui coïncident avec les prétentions de ceux qui ont réussi sa mobilisation. Il y a des différences essentielles entre ces revendications

et des revendications citoyennes. L'ordre clanique est holiste alors que la citoyenneté ne l'est pas. La loi coutumière (*xeer*)⁽⁷⁾ est basée sur des rapports de force entre groupes, pas sur la légalité d'une action d'un individu contre un autre⁽⁸⁾: exit certainement les droits de l'homme, ceux des minorités ethniques (comme les Bantous, ou les castés) ou ceux des femmes.

Un bel exemple des dysfonctionnements potentiels est donné par la revendication d'une décentralisation et d'une autonomie régionale. Celle-ci est en 1991 unanimement partagée par la population après quarante ans de centralisme mais, transcrite dans le nouvel idiome politique, elle devient la domination d'un clan sur le territoire qu'il revendique. Aucune position significative au niveau politique administrative ou même économique ne peut échoir à ceux qui ne feraient pas partie de ce clan. Ces deniers, pourtant citoyens du même Etat avant 1991, voient leur droit à la résidence remis en cause, leur propriété confisquée, etc. Un tel problème ne se pose pas seulement en Somalie et renvoie, comme dans d'autres situations de conflit (des Fiji au Kosovo en passant par le Kivu congolais et la Côte d'Ivoire), à l'équivalence soudainement posée entre autochtonie et citoyenneté.

Les factions somaliennes, celles de Mogadiscio comme les autres, doivent être condamnées pour la brutalité de leur action, les crimes et les massacres qu'elles ont commis, l'indifférence criminelle qu'elles ont manifestée durant la sécheresse et la famine de 1992 et les multiples confrontations en milieu urbain, la pure prédation qui leur a servi rétrospectivement d'unique programme politique. Mais l'on doit admettre que cette responsabilité n'échoit pas seulement à leurs propres structures, à leurs décisions ou à leurs directions. Ces organisations sont l'expression d'une crise d'un tissu social, d'un nouvel agencement des rapports sociaux dont elles ne portent qu'indirectement la responsabilité. Sans ce contexte très particulier,

(7) M. COLUCCI, *Principi di diritto consuetudinario della Somalia italiana meridionale*, Florence, Società editrice, 1924. A.M. IYE, *Le verdict de l'arbre. Le xeer issa. Etude d'une 'démocratie pastorale'*, Doubaï, International Printing Press, [s. d.].

(8) Par exemple, il n'y a pas d'égalité devant la loi car les peines sont attribuées en fonction des clans d'appartenance. Tuer un homme ou une femme sont deux actes de nature différente. Ce système a sa cohérence qui ne vaut que dans un univers immobile, sans brassage de populations, sans véritable indépendance des individus comme l'est par exemple la Région centrale ou une majeure partie du Somaliland et de l'Ogaden dont l'écologie est celle du nomadisme.

les organisations armées somaliennes auraient peut-être emprunté une autre voie. S'il y a quelque chose de pathétique dans l'étude de leurs trajectoires dans les années 1990, c'est - après la mort d'innocents et la destruction de biens - leur tentative de reconstruire l'Etat fantôme auquel elles s'étaient opposées sans oser admettre que la situation interne avait radicalement changé et que la communauté internationale ne prêtait plus guère attention à l'un des pays les moins peuplés et les plus pauvres du continent.

Les prétendants ne manquent pas. Dès le 28 janvier 1991, Ali Mahdi Mohamed, l'un de ces nouveaux riches, se fait élire par ses proches Président de la Somalie. Il s'agit certes de couper court aux ambitions du général Aydiid, avec qui les relations se sont gravement détériorées depuis le printemps 1990. Son attitude est profondément cohérente dans le contexte somalien d'alors. Durant les dernières années de la dictature, Siyad Barre ne règne plus que sur une portion minimale du territoire national: son surnom de "maire de Mogadiscio" réfère en décembre 1990 à une approximation assez fidèle de son influence. Le nouveau Président estime que ce que la communauté internationale a accepté pendant des années, une souveraineté nationale encapsulée dans la seule capitale, doit suffire pour lui garantir une reconnaissance et le retour de l'aide. Comme son prédécesseur, il pense qu'une représentation nationale peut être obtenue en alignant un cabinet composé de ministres des tous les clans. Comme lui également, il pense que le travail réel, l'administration de la société est un problème subalterne: l'Italie doit payer les salaires des policiers et leurs armes, l'Egypte ses uniformes, et l'ensemble doit faire une police. Il nomme des dizaines de ses fidèles à des postes qui n'existent plus depuis longtemps et ces récompenses suscitent des mécontentements qui, mois après mois, bénéficient au général Aydiid dont les rangs se gonflent de ceux qui font défection. Ali Mahdi représente en janvier 1991 la bourgeoisie pluri-clanique de Mogadiscio. Lorsque éclate, en novembre 1991, la seconde guerre de Mogadiscio, dont il partage la responsabilité avec Mohamed Farah Aydiid, il n'est plus que le leader du principal sous-clan de la capitale, certes encore doté comme son rival d'un réseau relationnel important dans les autres clans.

Mohamed Farah Aydiid a lui un passé politique plus ancien. En mettant à part ses méthodes brutales, son autoritarisme et son ambition démesurée, on peut penser que sa conception de l'Etat est un peu plus sophistiquée. Il n'en est rien. En mai 1992, lorsqu'il

réussit à chasser Siyad Barre du pays, il dispose de l'essentiel des cartes pour se poser en véritable alternative politique. Mais, avant de tisser les larges alliances qui sont nécessaires à un tel but et de proposer les compromis indispensables, il faut récompenser les alliés et se constituer une nouvelle réserve pour de nouvelles confrontations. Ses troupes, sur ses ordres ou au nom de cette décentralisation de la prédation, s'adonnent au pillage de l'aide humanitaire condamnant à mort des milliers de déplacés. Un temps marginalisé par la présence internationale au printemps 1993, il se rétablit avec la crise de l'été et de l'automne 1993. Après des mois de palabres qui échouent, il se fait élire Président par ses proches en juin 1995. Avec la même démesure que son concurrent, il attribue alors des dizaines de positions, escomptant une reconnaissance internationale rapide. Comme Ali Mahdi, il n'est même pas capable de sécuriser la portion de la capitale où ses troupes sont censées faire la loi.

Le terme de seigneur de guerre a connu un grand succès pour décrire la guerre civile somalienne. Il est même passé du domaine journalistique au champ académique, attestant la grande sensibilité des universitaires aux effets de mode. Pourtant, ce terme ne devrait pas être employé sans de rigoureuses précautions car il réfère à une période spécifique de la Chine contemporaine où l'éclatement de l'empire et la crise du mandarinat laisse une marge de manœuvre à des chefs militaires qui vont gouverner sans partage sur certaines régions. En effet, d'administration il n'y en a pas même à Mogadiscio et ce terme attribue aux dirigeants somaliens un pouvoir dont ceux-ci auraient sans nul doute voulu disposer. Jamais, les factions somaliennes n'ont pu réellement être très structurées, du fait même de leur origine et de leur mode d'existence. Jamais elles n'ont été capables d'administrer au jour le jour une ville, un village, un bloc de maisons. Les factions ont été capables de dominer certaines zones, c'est-à-dire d'empêcher par la force toute force politique ou militaire organisée de s'y exprimer ou d'y prendre pied. Rien de plus, rien de moins.

Cette rapide description cherche à faire comprendre l'importance de la décentralisation des principales dynamiques à cause de la structuration clanique des combattants ou de la manipulation du sentiment clanique par les dirigeants (ou à l'inverse, à cause de la dépendance des dirigeants face à cet instrument). Cela n'implique évidemment pas d'absoudre ces leaders mais certainement cela exige

de prêter une attention moins exotique aux formes de gouvernement qu'implique une telle structuration d'une partie du champ politique et social.

Il faut évidemment s'interroger sur les raisons qui ont conduit des individus pas toujours irraisonnables à accepter des postes qui l'étaient. Il n'y a pas d'explication simple. Certains, très peu, croient que de telles nominations correspondent à une étape dans la reconstruction politique du pays. Il faut faire le pari et aller de l'avant pour rallier les dissidents et l'inévitable communauté internationale à la fois naïve et prudente. Pour beaucoup, il s'agit de capitaliser : ils sont nommés théoriquement pour représenter un sous-clan et ne veulent refuser une telle tâche, d'autant qu'elle leur donne les moyens de la survie économique. En effet, ils peuvent collecter quelque argent des hommes d'affaires de leur lignage, accorder quelques faveurs qui sont dûment rémunérées ou plus simplement (dans la grande période de l'aide humanitaire jusqu'en 1995) extorquer les fameuses Ongs ou agences internationales, un marché lucratif mais compétitif. L'impunité est généralisée et les détournements de fonds touchent également les factions... Mais il y a des raisons peut-être plus profondes. Il y a l'idée que le poste appartient à son détenteur et que rien ne peut l'en déloger sauf une promotion substantielle. Il y a de nombreux incidents où une personne nommée, voyant sa position remise en cause par le chef de la faction (pardon du gouvernement), organise la mobilisation clanique pour défendre son "travail". En ce sens, la position est identifiée à un bien privé et traitée comme tel. D'autres n'ont guère d'illusion sur la réalité de leur charge mais il est essentiel pour eux de conserver une telle affectation pour avoir un moyen de négocier lorsqu'un véritable Etat verra le jour (i.e. sera reconnu par la communauté internationale): en effet, si on abandonne un bien à d'autres, on est en droit de réclamer une indemnisation. Un refus pur et simple serait une humiliation et exigerait réparation.

Quid dans un tel contexte des biens publics. Dans tous les cas, jusqu'à aujourd'hui les factions ont complètement échoué à reconstituer des biens publics. Lorsque le général Aydiid, dans un cadre autrement plus calme qu'en 1991 décide de créer un Palais du peuple, il le fait dans une enceinte privée. Aucune faction n'a réellement réussi à reprendre le contrôle de propriétés gouvernementales, à de très rares exceptions près qui sont basées sur le fait que les nouveaux occupants étaient très proches des dirigeants.

Au terme d'une telle description, qui laisse dans l'ombre bien d'autres éléments essentiels de la réalité de Mogadiscio, on comprend peut-être mieux l'échec des factions à s'imposer comme gouvernement. On a voulu ici mettre l'accent sur au moins trois d'entre eux. Les factions partagent la même vision, une vision qu'on pourrait qualifier médicalement de terminale de l'Etat. L'idée de gouvernement et d'administration leur est fondamentalement étrangère car elle n'a plus de base objective. Ce constat est basé sur les deux autres points de l'analyse présentée ici. Il y a une indifférenciation sociale extrêmement forte qui entraîne une complète absence de structuration d'un champ politique et donc de statuts, de spécialisation politique, de représentation sociale. Le fait que plus de 2000 délégués par exemple sont présents à la conférence de Djibouti est décrit comme un fait positif alors qu'en fait il exprime simplement l'incapacité jusqu'à aujourd'hui de retrouver une forme de représentation digne de ce nom. La dernière dimension est l'atomisation complète et la décentralisation absolue de toutes les pratiques, notamment la prédation. Comme la précédente, elle indique qu'on ne peut faire porter l'échec de toute reconstruction étatique sur les factions mais au contraire sur un certain agencement des fonctionnements sociaux, dont les factions ne sont que l'une des expressions datées.

La Conférence d'Arta aurait peut-être pu constituer l'esquisse d'une nouvelle approche. Il n'en a rien été, même si cette conférence est à bien des égards originale parce qu'elle va se crédibiliser socialement en jouant d'un instrument jusqu'alors ignoré dans la vie politique somalienne : la télévision. C'est une dimension importante, peut-être autant que le soutien massif accordé par les Nations unies qui fait penser à la population que cette conférence est l'expression de la volonté internationale et que le gouvernement qui en sortira sera non seulement reconnu, mais un "vrai" gouvernement avec des ministres qui administrent, des parlementaires qui discutent les lois, des responsables politiques qui mettent en œuvre concrètement des politiques qui vont améliorer la vie des gens. Un an et demi plus tard, le verdict est là et n'a pas besoin d'autres commentaires. Surtout, cette conférence aurait dû - s'il y avait eu un minimum d'adéquation entre le discours et la réalité - aborder et entamer une résolution des très nombreux conflits qui existaient à Mogadiscio et dans le sud, puisque "tous les clans étaient bien représentés". Rien n'a été discuté

sérieusement, sauf le partage des postes et la redistribution d'une aide internationale qui ne pouvait manquer d'arriver. Plus encore, personne n'a voulu non seulement poser la question du mandat (qui sommes nous pour prendre de telles décisions?) mais également les formes concrètes de l'Etat. Comment organiser la reconstruction d'un pays pauvre et détruit par la guerre civile, quelles priorités se donner, comment maintenir un appareil d'Etat (plus de 80 ministres et vice-ministres, 245 parlementaires, sans même évoquer les nécessaires fonctionnaires de base), comment démobiliser et réorganiser une armée et une police après les échecs retentissants des gouvernements de Ali Mahdi, Aydiid mais aussi des Nations unies? On ne peut qu'être abasourdi par tant d'aveuglement, de mutisme et de volonté de renvoyer à plus tard les questions qui pourraient affecter l'émotion d'un tel rassemblement. Il était facile de diaboliser les trop fameux "seigneurs de la guerre", mais pourquoi ont-ils été capables de reprendre bien avant le soutien éthiopien le haut du pavé.

Bien d'autres impasses de la conférence d'Arta devraient être soulignées et elles le sont aujourd'hui par les Somaliens eux-mêmes qui ont souvent appuyé cette tentative et qui aujourd'hui se disent que le coût en est décidément bien élevé pour des résultats tout aussi scandaleux que ceux obtenus par le passé par les factions.

Quel(s) Etat(s) pour quelle(s) société(s)?

Ce texte se veut d'abord un constat fait par un observateur attentif de la guerre civile somalienne. Il serait cependant inexact de penser qu'il n'existe pas d'alternatives aux impasses qui sont soulignées par cette analyse.

On voudrait ici mentionner quelques thèmes de débat qui pourraient - et selon l'auteur, devraient - être privilégiés dans les contacts avec les Somaliens, et d'abord entre Somaliens eux-mêmes, membres de la classe politique mais aussi de la bien faible société civile et des milieux d'affaires.

Le problème le plus important est celui de la représentation. Depuis 1991, Ongs, agences internationales et diplomates sont confrontés à ce problème et ont été incapables de préciser les conditions qui, dans tout autre pays, seraient normalement requises. On n'évoquera pas ici la manière dont certains Somaliens ont répondu

avec un talent extraordinaire aux modes changeantes de la communauté internationale: Ongs locales, "anciens" des clans, groupes de femmes et aujourd'hui société civile... La Conférence de Djibouti ne marque à ce niveau qu'une extraordinaire continuité. La représentation collective fonctionne surtout sur le mode de l'auto-cooptation⁽⁹⁾: chacun (i.e. celui qui entend faire partie d'une telle classe politique) reconnaît à l'autre le droit de représenter son lignage ou son clan et de cette réciprocité naissent des forums débattant le sort de groupes sans qu'il n'y ait un besoin absolu de consulter ces derniers pour discuter une décision ou élaborer un mandat. Dans certaines occasions, ce débat a lieu, dans d'autres il est forclos. Nulle surprise donc s'il est si difficile de faire la très longue liste des accords célébrés le soir et rompus au petit matin.

Le second est celui de la nécessité de l'Etat. Un citoyen occidental veut l'Etat parce qu'il lui garantit des services, une sécurité, une capacité de développement. Il serait sans doute bon que les Somaliens discutent de ce qu'ils attendent de l'Etat, alors que les prétendants à le gouverner manquent moins que jamais. Cette discussion devrait avoir lieu avant que des enjeux de pouvoir ne puissent se formuler. Une telle discussion pourrait partir par exemple de la constitution irréaliste même pour le plus naïf des économistes et des échecs radicaux du Tng sur des problèmes qui touchent le plus grand nombre: le respect d'une légalité minimale (cf. l'importation massive de faux billets); le rapport de l'Etat aux régions; les conditions d'accession au service public, etc.

Le troisième point serait celui des moyens nécessaires pour maintenir cet Etat et lui permettre de mener une partie de sa politique de reconstruction, et non simplement de financer le train de vie de ses responsables.

Sans ces débats et des conclusions réalistes et non émotionnelles, la relance de n'importe quel processus politique - soutien à un Tng moribond, tentative d'unifier les factions et le Tng, voire relance d'un

(9) C'est là d'ailleurs une différence très forte avec les procédures utilisées au Somaliland lors des conférences claniques aux enjeux essentiels. Au Somaliland, les divisions de clan qui paient ensemble le prix du sang (*diyya, mag* en Somali) jouent un rôle essentiel dans la construction de l'ordre politique. Ces *diyya-paying* groupes n'ont absolument pas la même importance au Sud pour des raisons liées tant au mode de production, aux migrations, qu'à l'influence de l'Etat sur les communautés rurales. Voir A. Y. FARAH & I. LEWIS, *Making peace in Somaliland*, "Cahiers d'Etudes Africaines", n° 146, 1997, pp. 349-378.

processus politique sur des bases plus saines - sera tôt ou tard un échec.

Cela implique donc que la communauté internationale n'accepte pas une solution rapide et, de ce fait, bâclée, qu'elle maintienne plus que des engagements financiers importants un intérêt politique et la mise à disposition d'une expertise technique qui ont jusqu'ici cruellement manqué.